

Secrétariat Uniterre

Av. du Grammont 9

1007 Lausanne

Tél : 021 601 74 67

Fax : 021 617 51 75

info@uniterre.ch

www.uniterre.ch

Aux médias

Lausanne, le 3 décembre 2009

Communiqué de presse

Révolte paysanne : 1 Fr/litre = force obligatoire aux producteurs + mesure de régulation des quantités d'Uniterre

Les producteurs doivent être payés équitablement, à savoir 1 Fr/litre pour assurer l'avenir du modèle de production laitière voulu par les citoyens suisses. Il doit être durable, géré par des familles paysannes, multifonctionnelle, axé sur la vente de proximité et répartie dans tout le pays. La très grande majorité des consommateurs sont d'ailleurs prêts à y mettre le prix. De son côté, l'industrie de transformation doit avoir du lait suisse en suffisance pour faire fonctionner ses usines, alimenter les consommateurs et fournir ses marchés d'exportation haut de gamme. Les deux acteurs sont donc interdépendants et jouent dans la même cours. Or aujourd'hui, seul le producteur suit les règles du jeu. Le lait livré est de qualité et en suffisance. L'industrie triche puisqu'elle ne paie pas suffisamment les producteurs. Elle prend donc la volonté des citoyens en otage.

Selon les industries, la baisse de 20 ct/litre de lait de cette année est liée au marché soudainement devenu moins porteur, ce qui a engendré une situation de surproduction et la création de stocks de poudre de lait et de beurre qui coûtent extrêmement cher à évacuer. Alors que la situation était très tendue pour les producteurs, les quatre principales industries n'ont jamais appelé unanimement à la baisse de production au plan national. Cette crise démontre donc bien que l'industrie n'est pas capable d'adapter - ou ne le souhaite pas - la production pour faire remonter le prix aux producteurs.

Partant de ce constat, Uniterre pense qu'il n'est pas envisageable que l'Etat, l'organe représentant l'ensemble des citoyens de ce pays, attribue la force obligatoire à l'industrie laitière. La responsabilité de la production de lait et de l'approvisionnement des usines doit être attribuée uniquement aux producteurs et à la Fédération des producteurs suisses de lait.

De plus, Uniterre émet passablement de réserves sur la capacité du système proposé aujourd'hui par l'IP-lait pour engendrer une hausse rapide et substantielle du prix payé aux producteurs. Les raisons de cette crainte sont multiples. Mais deux sont particulièrement problématiques. Le système propose trois niveaux de prix différenciés (contractuelle, bourse et export). Les deux premiers concernent des volumes de lait de qualité similaire qui seront écoulés sur le même marché. Ils seront donc sans arrêt en concurrence. Il sera donc très difficile de faire monter les prix rapidement. Le deuxième problème majeur concerne l'indice du prix diffusé par l'OFAG. Il sera la référence pour les négociations du prix du lait contractuel. Or dans le calcul de cet indice, le paramètre des coûts de production des producteurs suisses n'est pas pris en compte.

Pour un système de régulation qui permet de faire monter le prix

Pour obtenir un prix équitable à terme, retrouver rapidement l'équilibre du marché laitier, assurer la livraison de lait de qualité aux acheteurs et restreindre au maximum la constitution de stocks de poudre de lait et de matière grasse, les producteurs de la commission lait d'Uniterre présentent (en annexe) une mesure de gestion des quantités différentes de celle proposée aujourd'hui par l'IP-Lait. Ses points forts sont :

- Une hausse rapide du prix du lait possible
- Une grande flexibilité dans le retrait ou l'attribution de quantité
- La fin des surplus de poudre et de matière grasse.
- Le lait en trop n'est pas produit.
- La fin des exportations à bas prix
- Une baisse des transports internationaux
- Un soutien financier aux producteurs qui décident de moins produire
- Un financement autoalimenté
- Une mise en place rapide
- La fin de la stigmatisation des producteurs qui ont produit des quantités supplémentaires et les autres.
- La solidarité retrouvée entre producteur
- Une grande indépendance d'action face à nos acheteurs
- Une part plus faible des quantités de base impliquée en cas de restriction (5% à 7% contre 20% dans le projet de l'IP-Lait
- Un projet qui s'intègre parfaitement dans une politique de souveraineté alimentaire

Pour la petite histoire, les producteurs d'Uniterre ont souhaité présenter cette mesure à Madame Doris Leuthard. Le rendez-vous n'a finalement jamais pu se faire. Ses services nous ont toujours répondu d'entrée par la négative !

Contacts presse :

(F) Pierre-André Tombez, Président d'Uniterre +41796345487, info@uniterre.ch

(F) Eric Ramseyer, co-président commission lait +41786056582, mandyram@bluewin.ch

(F) Patrice Dubosson, co-président commission lait +41794187785 petrapatrice@bluewin.ch

(D) Rudi Berli, Secrétaire à Uniterre +41787077883, r.berli@uniterre.ch

(F) Nicolas Bezençon, Secrétaire d'Uniterre +41795745412 info@uniterre.ch

(F) Valentina Hemmeler Maïga, secrétaire d'Uniterre +796721407 info@uniterre.ch